

LA PEINTRE SUISSE MIRIAM CAHN est célèbre dans le monde de l'art pour ses toiles aux couleurs acides représentant des silhouettes fantomatiques. Exposée dans les plus grandes institutions du monde, et notamment en ce moment à la Bourse de commerce, à Paris, inaugurée en mai 2021 par le milliardaire François Pinault, la plasticienne de 72 ans a, au début de sa carrière, vu ses œuvres achetées par le plus grand musée public suisse, le Kunsthhaus de Zurich. Mais, aujourd'hui, entre l'artiste et l'institution, rien ne va plus. En décembre 2021, dans une lettre ouverte publiée par *Tachles*, l'hebdomadaire de la communauté juive helvète, elle ciblait le musée zurichois, exigeant de racheter l'intégralité de ses 31 œuvres présentes dans la collection. Aux yeux de Miriam Cahn, la « réputation du musée [serait] ternie » par l'installation, en octobre 2021, d'une collection de toiles de Manet, Degas et Van Gogh éminemment controversée car ayant appartenu à Emil Georg Bührle, mort en 1956. Personnage peu fréquentable que ce marchand de canons allemand naturalisé suisse qui a d'abord armé, en toute neutralité, à la fois les Alliés et la Wehrmacht, avant de choisir son camp, en 1940, celui du III^e Reich. Ses affaires lui ont

permis de constituer, pendant et après la guerre, une importante collection. Cet ensemble comprend des toiles achetées pour partie à la galerie suisse Fischer, connue pour avoir orchestré la vente d'œuvres considérées comme de l'art « dégénéré » par les nazis et commercialisé des biens spoliés aux juifs. D'autres ont été vendues dans l'urgence par leurs propriétaires avant de quitter l'Allemagne. Autant de toiles qui ont longtemps été conservées à la Fondation Bührle, en périphérie de Zurich, mais qui, depuis octobre et l'ouverture d'une nouvelle aile à la Kunsthhaus, sont visibles d'un large public. Pour Miriam Cahn, elle-même de confession juive, ces provenances sont autant de taches indélébiles. « *Un pas a été franchi*, confie-t-elle au téléphone, depuis le village de Stampa, où elle vit, dans le canton des Grisons. *Que cet ensemble soit montré dans un cadre privé [comme au Musée Maillol, à Paris, en 2019], ce n'est pas mon problème. Mais, dans un musée public, ce n'est pas moral.* » Invoquant son propre droit moral et soutenue par ses galeries, elle demande à récupérer ses œuvres en les rachetant « *au prix d'origine* ». Précédant la lettre ouverte de l'artiste, une trentaine d'historiens renommés avaient fait savoir,

par un communiqué de presse, qu'ils condamnaient l'intégration de la collection Bührle au Kunsthhaus, qui lui donne ainsi une nouvelle virginité. Tous ces signataires avaient été membres ou collaborateurs de l'ancienne commission Bergier, qui a tenté, à partir de 1996, de faire la lumière sur les liens troubles entre la Suisse et le régime nazi, sans obtenir, à l'époque, d'accès aux archives de la Fondation Bührle. Malgré l'ampleur des critiques, le Kunsthhaus reste imperturbable : ses services affirment contextualiser déjà les œuvres de la collection grâce à des QR codes sur les cartels élaborés à partir des indications de provenance fournies par la Fondation Bührle. Un dispositif assez courant en Allemagne et en Autriche, où les musées ont coutume de préciser les historiques complexes des œuvres. Pour ce qui est de la demande de Miriam Cahn, le musée n'y a, à ce jour, pas répondu. La question du rachat au prix d'origine est justifiée, selon son galeriste parisien, Jocelyn Wolff : « *Elle n'était pas bon marché dans les années 1980, mais depuis dix ans ses prix ont plus que doublé. Il n'est pas question de laisser le Kunsthhaus profiter d'une plus-value.* » Même si cette cote a été dopée par l'exposition des œuvres au sein du musée zurichois du fait du prestige de ce genre d'institution.

La démarche de Miriam Cahn s'inscrit dans les préoccupations d'une époque qui s'attache à dévoiler la provenance, parfois douteuse, des œuvres des musées. Confronté à une polémique comparable liée à des questions de provenance, le Musée des beaux-arts de Berne a, lui, emprunté une tout autre direction. Toujours en décembre, l'établissement, qui a hérité en 2014 de la collection – très controversée elle aussi – du Germano-Autrichien Cornelius Gurlitt, dont le père fut un marchand d'art compromis avec l'Allemagne nazie, a décidé de renoncer à une quarantaine d'œuvres (sur 1 400) spoliées ou de provenance douteuse.

Plus généralement, l'argent privé qui fait tourner les musées est scruté de près. Et, comme Miriam Cahn, les plasticiens jouent un rôle majeur. À coups d'agit-prop, les artistes-activistes Isabelle Fremeaux et John Jordan ont ainsi obtenu que la Tate Modern, à Londres, rompe en 2016 son partenariat avec la compagnie pétrolière British Petroleum. La célèbre photographe Nan Goldin mène depuis 2019 une croisade contre la famille Sackler, qui a fait fortune dans l'industrie pharmaceutique, mécène régulier des grands musées accusée d'avoir alimenté la crise des opioïdes aux États-Unis. Une addiction dont Nan Goldin a elle-même souffert. Son combat vient d'ailleurs de trouver un épilogue : alors que les musées américains ont coutume de nommer des espaces d'exposition du nom de leurs bienfaiteurs, le Metropolitan Museum de New York s'est résolu, en décembre 2021, à retirer la mention des Sackler de sept de ses salles. (M)

À ZÜRICH, UNE PEINTRE EN RÉSISTANCE CONTRE LE PLUS GRAND MUSÉE DE LA VILLE.

La plasticienne Miriam Cahn réclame de pouvoir racheter ses propres œuvres détenues par le Kunsthhaus. En cause, l'installation récente de tableaux de la collection Bührle, dont beaucoup auraient été spoliés par les nazis.

Texte Roxana AZIMI



Miriam Cahn, en 2016, devant quelques-unes de ses œuvres, à la Kunsthalle de Kiel, en Allemagne.